ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 6 septembre 1963, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "adaptant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée à la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative", a donné le 10 septembre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 6e september 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger aan de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken", heeft de 10e september 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal est pris en exécution de l'article 57, 3° et 4°, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Il y aurait lieu de citer comme premier alinéa du préambule du projet, la loi du 30 juillet 1938 que le projet modifie :

"Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par la loi du 30 juillet 1955, notamment les articles 19, 27, 28 et 30;".

\+ +

Le début de l'article 1er du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'article 19, alinéa dernier, de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée est remplacé par la disposition suivante : ... ".

\+ +

L'article 19, alinéa dernier, de la loi du 30 juillet 1938 dispose :

"Les inscrits des communes de l'agglomération bruxelloise énumérées à la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative, ainsi que les inscrits appartenant aux communes visées à l'article 6, § 4, de la même loi, déclarent, au moment de leur comparution devant les bureaux de recrutement, quelle est leur langue maternelle".

.../...

L'article 1er du projet remplace cette disposition par le texte suivant :

"Les inscrits des communes de Bruxelles-capitale, énumérées à la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, déclarent, au moment de leur comparution devant les bureaux de recrutement, quelle est leur langue maternelle".

Le projet ne prévoit plus l'hypothèse des "inscrits appartenant aux communes visées à l'article 6, § 4, de la même loi".

La loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative prévoyait à côté des communes faisant usage de la langue néerlandaise et celles faisant usage de la langue française, des communes pour lesquelles un régime spécial était prévu, les communes de l'agglomération bruxelloise et celles prévues par l'article 6, § 4.

Ces dernières étaient les communes d'Enghien, Marcq, Mouland, Petit-Enghien et Remersdael, ainsi que toutes les communes "où, d'après le dernier recensement décennal, 30 p.c. des habitants ont déclaré parler le plus fréquemment l'autre langue nationale".

Dans ces communes, à caractère bilingue, les avis et communications adressés au public devaient être rédigés dans les deux langues nationales (article 6,§ 4,modifié par la loi du 2 juillet 1954);les administrations devaient s'adresser aux particuliers dans celle des deux langues nationales dont ils ont fait usage ou demandé l'emploi (article 7, § 2).

.../...

Les nouvelles lois relatives aux questions linguistiques ont modifié le régime existant.

L'article 6, § 4, fut remplacé par l'article 4 de la loi du 8 novembre 1962. Cet article énumère une série de communes qui recevront la dénomination de "communes de la frontière linguistique". La même disposition fixe le régime linguistique de ces communes; il est différent du régime qui était prévu pour les communes faisant antérieurement l'objet de cet article 6, § 4; il est cependant identique sur les deux points repris ci-dessus : les avis et communications adressés au public doivent être rédigés dans les deux langues nationales et les administrations s'adresseront aux particuliers dans celle des deux langues nationales dont ils ont fait usage ou demandé l'emploi.

L'article 6, § 4, de la loi du 28 juin 1932, tel qu'il a été remplacé par la loi du 8 novembre 1962, est maintenu en vigueur par la loi du 2 août 1963 (article 58, 2°). L'article 57 de cette dernière loi prévoit que le Roi est habilité à coordonner notamment l'article 6, § 4, de la loi du 28 juin 1932 avec les dispositions de la loi du 2 août 1963. A cette fin, il peut :

"d) ajouter à l'article 8 de la présente loi, sous la dénomination "communes de la frontière linguistique", les communes énumérées à l'article 6, § 4, de la loi du 28 juin 1932 susvisé et les mentionner sous la même dénomination dans toutes les dispositions à coordonner, applicables à ces communes".

.../...

Au vu de ces nouvelles lois du 8 novembre 1962 et du 2 août 1963, on n'aperçoit pas les raisons qui justifieraient l'omission dans l'article 19, alinéa dernier, de la loi du 30 juillet 1938 du cas des "inscrits appartenant aux communes visées à l'article 6, § 4" de la loi du 28 juin 1932 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 8 novembre 1962.

En l'absence de telle justification, le Roi ne peut pas être considéré comme habilité par l'article 57 de la loi du 2 août 1963, à modifier l'article 19 de la loi du 30 juillet 1938, en omettant le cas des "inscrits appartenant aux communes de la frontière linguistique".

\+ +

La loi du 2 août 1963 a groupé en un arrondissement administratif distinct et doté d'un statut propre les communes de Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel et Wezembeek-Oppem. Leur régime linguistique prévu par l'article 7 de cette loi contient diverses dispositions ayant trait à la protection des minorités.

Le délai de trois jours imparti au Conseil d'Etat pour donner son avis sur le projet ne lui a pas permis d'examiner la question de savoir si ces nouvelles dispositions avaient une incidence sur l'article 19, alinéa dernier, de la loi du 30 juillet 1938.

Il doit se contenter de signaler le problème.

\+

\+ +

.../...

L'article 57, 1°, de la loi du 2 août 1963 habilite le Roi à coordonner les dispositions subsistant de la loi du 28 juin 1932 et celles de la loi du 2 août 1963. La coordination portera l'intitulé : "Lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le ... ".

Il y aurait, dès lors, lieu de rédiger le début du nouvel article 19, alinéa dernier, de la manière suivante :

"Les inscrits des communes de Bruxelles-capitale, énumérées dans les lois sur l'emploi des langues en matière administrative ... ".

\+

\+ \+

L'observation qui précède vaut pour l'article 2 du projet, qui devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

A l'article 27 de la même loi, les mots "conformément à la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative" sont remplacés par les mots "conformément aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative".

.../...

Article 3.-

A l'article 28 de la même loi, les mots "par la loi du 28 juin 1932 concernant l'emploi des langues en matière administrative" sont remplacés par les mots "par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative".

Le numérotage des articles suivants devra être modifié.

Het ontwerp-koninklijk besluit geeft uitvoering aan artikel 57, 3° en 4°, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Als eerste lid van de aanhef ware de door het ontwerp gewijzigde wet van 30 juli 1938 te vermelden :

"Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955, inzonderheid op de artikelen 19, 27, 28 en 30 ; ".

\+ +

Een betere lezing voor de inleidende volzin van artikel 1 ware :

"Artikel 1.-

Artikel 19, laatste lid, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger wordt door de volgende bepaling vervangen :

...".

\+ +

Artikel 19, laatste lid, van de wet van 30 juli 1938 bepaalt :

"De ingeschrevenen van de gemeenten der Brusselse agglomeratie, welke gemeenten worden opgesomd in de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken, alsmede de ingeschrevenen behorende tot de gemeenten bedoeld bij artikel 6, § 4, van dezelfde wet, geven, bij hun verschijning voor het wervingsbureel, hun moedertaal aan".

Artikel 1 van het ontwerp vervangt die bepaling door :

"De ingeschrevenen van de gemeenten van Brussel-hoofdstad, welke gemeenten worden opgesomd in de wet op het gebruik van de talen in bestuurszaken, geven, bij hun verschijning voor het wervingsbureel, hun moedertaal aan".

Van "de ingeschrevenen behorende tot de gemeenten bedoeld bij artikel 6, § 4, van dezelfde wet" is hier geen sprake meer.

Naast gemeenten die het Nederlands en gemeenten die het Frans gebruiken, kende de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken gemeenten met een speciale regeling, namelijk de gemeenten van de Brusselse agglomeratie en de in artikel 6, § 4, bedoelde.

Tot deze laatste behoorden Edingen, Lettelingen, Mark, Moelingen en Remersdaal, alsook alle gemeenten waar "volgens de laatste tienjaarlijkse telling, 30 t.h. der inwoners verklaard hebben het vaakst de andere landstaal te spreken".

In die tweetalige gemeenten moesten de berichten en mededelingen voor het publiek in beide landstalen worden gesteld (artikel 6, § 4, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1954) en dienden de besturen zich tot de particulieren te richten in de taal waarvan dezen zich hadden bediend of het gebruik hadden gevraagd (artikel 7, § 2).

.../...

De nieuwe taalwetten hebben de bestaande regeling gewijzigd.

Artikel 6, § 4, is vervangen door artikel 4 van de wet van 8 november 1962, dat een aantal "taalgrensgemeenten" te noemen gemeenten opsomt en tevens de taalregeling hiervoor aangeeft. Het verschilt van de vroegere regeling voor de gemeenten waarover artikel 6, § 4, handelde maar niet op de twee hierboven vermelde punten : berichten en mededelingen voor het publiek moeten in beide landstalen gesteld zijn en de besturen richten zich tot de particulieren in die van beide landstalen waarvan dezen zich hebben bediend of waarvan zij het gebruik hebben gevraagd.

Artikel 6, § 4, van de wet van 28 juni 1932, zoals de wet van 8 november 1962 het heeft vervangen, blijft volgens de wet van 2 augustus 1963 (artikel 58, 2°) van kracht. Artikel 57 van deze laatste wet zegt, dat de Koning onder meer artikel 6, § 4, van de wet van 28 juni 1932 met de voorschriften van de wet van 2 augustus 1963 kan coördineren. Hij kan daartoe :

"d) de in artikel 6, § 4, van de bovenvermelde wet van 28 juni 1932 genoemde gemeenten voegen bij artikel 8 van deze wet, onder de benaming "taalgrensgemeenten" en ze onder deze benaming vermelden in al de samengevatte bepalingen die toepasselijk zijn op die gemeenten;".

.../...

In die nieuwe wetten van 8 november 1962 en 2 augustus 1963 is geen grond van verantwoording te vinden om in artikel 19, laatste lid, van de wet van 30 juli 1938 niet meer te spreken van de "ingeschrevenen behorende tot de gemeenten bedoeld bij artikel 6, § 4," van de wet van 28 juni 1932, zoals ze bij de wet van 8 november 1962 is gewijzigd.

Waar zodanige verantwoording ontbreekt, kan de Koning niet worden geacht aan artikel 57 van de wet van 2 augustus 1963 de bevoegdheid te ontlenen om artikel 19 van de wet van 30 juli 1938 zó te wijzigen dat over de "ingeschrevenen behorend tot de taalgrensgemeenten" niet meer wordt gesproken.

\+ +

De wet van 2 augustus 1963 heeft de gemeenten Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Wemmel en Wezembeek-Oppem tot een afzonderlijk administratief arrondissement gemaakt en een eigen statuut gegeven. Hun taalregeling, neergelegd in artikel 7 van die wet, bevat een aantal bepalingen tot bescherming van de minderheden.

De Raad van State kan binnen de hem gestelde termijn van drie dagen onmogelijk nagaan of die nieuwe bepalingen een terugslag hadden op artikel 19, laatste lid, van de wet van 30 juli 1938.

Hij kan het probleem alleen maar opwerpen.

\+

\+ +

Artikel 57, 1°, van de wet van 2 augustus 1963 machtigt de Koning ertoe, de van kracht blijvende bepalingen van de wet van 28 juni 1932 te coördineren met die van de wet van 2 augustus 1963. De gecoördineerde tekst moet als opschrift hebben :

"Wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op ...".

Het nieuwe artikel 19, laatste lid, moet dan ook als volgt aanvangen :

"De ingeschrevenen van de gemeenten van Brussel-hoofdstad, welke gemeenten worden opgesomd in de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken...".

\+

\+ \+

Bovenstaande opmerking geldt ook voor het overigens als volgt te stellen artikel 2 :

"Artikel 2.-

In artikel 27 van dezelfde wet worden de woorden "overeenkomstig de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken" vervangen door "overeenkomstig de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

.../...

Artikel 3.-

In artikel 28 van dezelfde wet worden de woorden "bij de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken" vervangen door "bij de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

De volgende artikelen moeten dan worden vernummerd.

La chambre était composée de

Messieurs : H. BUCH, conseiller d'Etat, président,
de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

K. MEES, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. K. MEES.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. K. MEES.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) H. BUCH.